

MACRON: "JE NE SAIS PAS CE QUE ÇA VEUT DIRE +AVOIR UNE POLITIQUE POUR LES RICHES+"

Emmanuel Macron a répondu mardi à Tourcoing aux critiques l'accusant de mener une politique pour les riches, affirmant qu'il ne savait "pas ce que ça veut dire, +avoir une politique pour les riches+", et défendant sa métaphore de la "cordée" qui tire aussi les quartiers.

par AFP le mar 14/11/2017 à 14:10



Le président de la République Emmanuel Macron à Tourcoing le 14 novembre 2017

Emmanuel Macron a répondu mardi à Tourcoing aux critiques l'accusant de mener une politique pour les riches, affirmant qu'il ne savait "pas ce que ça veut dire, +avoir une politique pour les riches+", et défendant sa métaphore de la "cordée" qui tire aussi les quartiers.

"Je ne sais pas ce que ça veut dire, moi, avoir +une politique pour les riches+", a déclaré le chef de l'Etat dans un discours sur la politique de la ville. "Je sais simplement que quand il n'y a pas une économie qui tire tout le pays en avant (...) les quartiers en difficulté ne se portent pas bien".

Emmanuel Macron s'est défendu de mener "une politique pour quelques uns" et de "faire là un virage pour quelques autres". Rappelant la métaphore des "premiers de cordée", mal perçue à gauche, il a vanté "une politique d'ambition pour les entrepreneurs et les entreprises" qui "doit aussi tirer tous ces quartiers en difficulté".

"Il n'y a aucune politique sociale qui puisse tenir (...) s'il n'y a pas une réussite économique à la clef qui la porte et qui permette de la financer", a-t-il martelé, souhaitant "tordre le coup à une idée qui en ce moment fait fureur, c'est qu'il y aurait en quelque sorte une politique économique ambitieuse pour les gens qui réussissent, et puis, que quand on vient dans les quartiers en difficulté, on viendrait parler d'une politique sociale, parce que les gens des quartiers n'auraient pas droit à la politique économique".

"Je ne vous parle pas comme à des citoyens de seconde zone, à qui il faudrait donner une politique dédiée parce qu'ils n'auraient pas droit au reste", a-t-il lancé, affirmant le "besoin de co-construire" les solutions avec élus, associations et habitants.

"L'Etat ne sait pas tout", a-t-il dit, faisant écho à la formule de Lionel Jospin sur l'Etat "qui ne peut pas tout" lors de la fermeture d'une usine Michelin en 1999.